Réflexions sur un coup de force

Manuel Tuñón De Lara

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1056>

DOI : 10.4000/bhce.1056

ISSN : 1968-3723

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 288-289

ISSN : 0987-4135

Référence électronique

Manuel Tuñón De Lara, « Réflexions sur un coup de force », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1056>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne

Réflexions sur un coup de force

Manuel Tuñón De Lara

RÉFÉRENCE

Manuel Tuñón De Lara, « Réflexions sur un coup de force », revue *Esprit*, n° 328, mai-juin 1964, p. 1186-1189.

- 1 On connaît le scénario. La pièce qui vient d'être jouée au Brésil n'a rien de nouveau ni d'original. Un jour arrive où des gouvernants réformistes, plus ou moins conscients de l'état arriéré de leur pays et de l'injustice sociale qu'il subit, essayent assez timidement d'y porter remède par des voies légales. C'est alors que se déclenche un mécanisme relativement bien monté : des chefs militaires liés par leur éducation et leur milieu de vie, sinon par leurs origines, aux grands possédants, sortent leurs troupes dans la rue et battent le rappel pour « le salut de la patrie », « face au danger communiste » (ou maintenant castriste).
- 2 L'histoire finit toujours par le révéler : ces généraux, amiraux ou colonels n'ont pas agi de leur seule initiative. Des membres des « grandes familles » amateurs de politique, ou des professionnels de la politique à leur service, ont fourni les « raisons » du coup de force et pris des contacts avec l'étranger.
- 3 Le cas du Brésil n'est donc pas une exception. Qu'un chef du pouvoir exécutif songe à amorcer une réforme agraire en commençant par les terres en friche situées en bordure des routes, qu'il pense à accorder le droit de vote aux analphabètes (plus des 40 % des 70 millions de Brésiliens, à qui la faute ?), qu'il décide de nationaliser cinq raffineries de pétrole, voilà qui dépasse les bornes de la patience des propriétaires de plantations de café, des gros industriels de São Paulo, de la « jeunesse dorée » de Copacabana. Les trop impulsifs matelots de la flotte insurgés contre des officiers hostiles aux réformes, ont fourni le dernier prétexte plutôt que la dernière raison du coup d'état. Cet état se fragmenta en mille morceaux quand le gouverneur de Rio, M. Lacerda, « le tombeur de présidents », appela à la révolte « pour Dieu et pour la

liberté », quand le gouverneur de Minas Gerais passa à la dissidence pour défendre une étrange « démocratie », forts tous les deux de l'appui de l'armée.

- 4 Par une étrange coïncidence, dont nous voudrions qu'elle ne soit due qu'au hasard, le Département d'état USA publiait en même temps un rapport où il était question de « l'infiltration communiste... tolérée par le président Goulart » (le président déchu avait la dangereuse habitude de ne pas consulter la Maison Blanche avant de prendre une décision de politique étrangère).
- 5 Il faut dire que le système qui semblait servir de support à M. Goulart s'est effondré comme un château de cartes. Il y a des raisons pour penser que les syndicats, les groupes politiques de gauche, les étudiants, les paysans des « Liges », etc., n'étaient qu'une minorité, d'ailleurs pas très cohérente, dans un pays où l'industrialisation (relative, car elle se concentre dans quelques villes) est récente et qui manque d'une vraie tradition ouvrière, où les distances sont immenses et les communications mauvaises, où la majorité de la population, plongée dans l'ignorance et la sous-alimentation, n'est pas en mesure de suivre les efforts des minorités d'avant-garde. Selon un critère « machiavélique » il faudrait blâmer M. Goulart et ses amis, car ils ont mal joué, avec une fausse idée du rapport des forces en présence, sous-estimant les dangers. Mais ce n'est pas cet aspect de la question qui doit attirer surtout notre attention, éveiller nos préoccupations, notamment en tant qu'Européens, attachés à certaines valeurs que nous nous entêtons –à tort ou à raison– à estimer prioritaires.
- 6 Le coup du Brésil est un nouvel exemple d'un usage mystificateur de mots –et partant d'idées– essentiels à la vie des sociétés tels que « liberté » et « démocratie ». Nous qui cherchons la voie d'une nouvelle démocratie adaptée aux exigences de notre temps, d'une justice sociale respectueuse des droits de la personne humaine, comment ne pas nous émouvoir quand dans un continent jeune on fait miroiter ces idées pour mieux barrer la route de la justice tout en méprisant la liberté ?
- 7 Cette fois-ci, la répétition du vieux scénario s'accompagne d'une circonstance aggravante. Il a été cautionné par des hommes d'état d'un pays développé et tout-puissant, avec une désinvolture incompréhensible à nos yeux d'Européens. Que le président des états-Unis se hâte de féliciter le président par intérim en parlant de « démocratie constitutionnelle », alors que le président déchu n'a pas encore quitté le pays et que des hommes de main déchaînés font la « chasse aux sorcières », c'est un fait grave qui doit faire réfléchir. Mais que le lendemain, le chef de la diplomatie de ce même pays promette de l'argent « aux nouvelles autorités », répète le refrain du « respect des règles constitutionnelles » et s'acharne sur le vaincu en disant que le « renversement du président Goulart est dû aux tendances extrémistes manifestées par son régime », c'est encore plus préoccupant.
- 8 Nous ne voulons pas retomber dans des lieux communs (même s'ils sont vrais) en parlant des investissements privés américains, de l'immixtion scandaleuse dans des affaires intérieures des pays latino-américains, de consternante protection des pires dictatures. Non, la question est plus grave, car elle comporte des aspects universels dans un monde dont la stabilité et la paix sont encore bien fragiles. Il y eut un temps, pendant le mandat du président Kennedy, où la politique latino-américaine du Département d'état semblait s'orienter vers l'encouragement des réformes de structure capables de faire l'économie d'une révolution violente. Certes, les premiers pas furent très hésitants et on se rendait compte que cette politique se heurtait à des intérêts bien enracinés ; cependant, tous les espoirs étaient permis. Aujourd'hui on a des raisons de

craindre que la balle qui a tué le président Kennedy n'ait tué aussi cet enfant chétif qu'était « L'Alliance pour le progrès »¹.

- 9 Nous croyons êtres arrivés au seuil d'une ère où l'humanité n'aurait plus besoin pour progresser du recours à la violence. Mais pour marcher dans cette voie il faut que la démocratie ne soit pas un mot creux et encore moins l'étiquette qui couvre les pire violences. La voie de la discrimination, des interdits, de la mise en tutelle de la population (sous prétexte de charisme, de technocratie ou de « maintien de l'ordre ») ne mène, à long terme, qu'au désespoir et au déchaînement des orages.
- 10 Sirius exprimait il y a quelques jours, à propos des événements du Brésil, sa crainte de voir « la preuve donnée cette fois encore que Pékin a raison et que seule la violence permet le changement de structures sociales inacceptables ». Le danger est certain, mais les raisons d'optimisme ne le sont pas moins, en dépit de cas comme celui du Brésil. La prise de conscience agissante de secteurs de plus en plus vastes des populations, la clairvoyance des hommes qui sont à la tête de leurs peuples doivent nous permettre de franchir une longue et douloureuse période de l'histoire des hommes. L'Europe, mise en accusation ces derniers temps –souvent avec raison, parfois exagérément–, peut reprendre son rayonnement de jadis, cette fois-ci non par des colonisations douteuses ni en imposant ses idées et ses systèmes, mais tout simplement par l'exemple.
-

NOTES

1. La démission de M. Moscoso, directeur de l'Alliance pour le progrès, est venue confirmer cette impression.